

20.11.74

400 VAROIS A PARIS ... POUR SAUVER LEUR DÉPARTEMENT

Quatre cents Varois à Paris : ainsi pourrait - on résumer le voyage qu'ont effectué dans la capitale les conseillers généraux et les maires, et adjoints du Var.

Voyage qui, pourtant, (est-il besoin de le préciser ?) n'avait rien de touristique : les élus varois étaient là pour clamer leur refus du transfert de la préfecture à Toulon.

Partis regroupés mardi à 22 heures, de St - Maximin, les cars sont arrivés mercredi matin, vers 10 h., sur l'esplanade des Invalides. Les élus ont été accueillis par M. Edouard Soldani, sénateur - maire de Draguignan, président du conseil général du Var.

La file des lourds véhicules, par la rue de Rivoli, a gagné les Champs - Elysées, où les élus ont déposé une gerbe au pied de la statue de Georges Clémenceau, qui fut sénateur du Var. Les manifestants se sont alors formés en cortège pour se rendre, à pied, place Beauvau, au ministère de l'Intérieur.

Une délégation composée de MM. Soldani, Pierre Gaudin, député de la première circonscription du Var, maire du Luc, et Maurice Paul, conseiller général de La Seyne, a été reçue par le directeur du cabinet de Poniatowski.

La délégation, symboliquement, a refusé de s'asseoir. Pendant tout le temps qu'a duré l'entrevue, les élus, massés à l'extérieur, ont scandé, sur l'air des « Lampions » : « Le prince, au balcon ! », « Le Var aux Varois », « Draguignan chef - lieu », « Respect des élus »... Mais « Ponia » prudent ne s'est pas montré !

Il s'est manifesté un peu plus tard, par contre, par forces de police interposées ! Rue du Faubourg - St - Honoré, en effet, devant l'Elysée, les élus se sont vu barrer la route par un cordon de police. En moins de rien, le barrage a été forcé, et le cortège,



Place des Saussoies, les élus attendent la sortie de la délégation. (Photo Patrick Pastor).

reformé devant la grille même de l'Elysée, a chanté « La Marseillaise »... obligeant le service d'ordre à se mettre au garde à vous !

Briser le mur du silence

A l'Elysée, une délégation devait être reçue par M. Philippe Sauzet, chef de cabinet du président de la République. M. Sauzet n'était pas seul : il y avait avec lui, M. Yves Canal, secrétaire général de la présidence, en personne !

L'entrevue a duré plus d'une heure. MM. Soldani, Delpace et Gaudin ont exposé la situation en détail. « Nous voulons briser le mur du silence », a notamment déclaré le sénateur maire de Draguignan. « Et nous sommes prêts à faire respecter notre légitime volonté par tous les moyens légaux ! »

Pendant la discussion, on vit s'ouvrir la porte du cabinet de Giscard d'Estaing ; un gros homme en sortit, qui, se faisant le plus petit possible, s'éclipa discrètement : c'était Poniatowski en personne « honteux comme un renard qu'une poule aurait pris ! »

Au Sénat, une délégation avait été reçue par M. Alain Poher, puis par les responsables des groupes communiste et socialiste. A l'Assemblée Nationale, la réception avait été assurée par Guy Ducoioné et Georges Lazzarino (pour le groupe communiste), Gaston Defferre et Francis Leenhardt (pour le groupe socialiste) Max Lejeune (pour le groupe centriste réformateur), Brocard (pour les « Républicains indépendants »), Maurice Herzog (pour le groupe UDR).

C'est dans le bureau dudit Herzog que M. Aymeric Simon-

Lorière fit une apparition silencieuse...

Tous ces députés tombèrent d'accord pour condamner le fait que « Ponia » n'ait pas cru devoir consulter les élus locaux et départementaux varois avant de proclamer son intention de transférer la préfecture à Toulon. Mais, naturellement les parlementaires de gauche ajoutèrent à cette condamnation de la forme un soutien absolu sur le fond de l'action engagée contre le transfert par la grande majorité des Varois...

Edgar Faure, lui, promit de s'entretenir de l'affaire avec le ministre de l'Intérieur et le président de la République...

La délégation reçue au Palais Bourbon était composée de MM. Gaudin, déjà cité, Auzanet, adjoint au maire de La Seyne - Roux, maire de La Valette - La Turbie, M. Mistral, maire de La Farlette - Niccoletti, conseiller général de Salernes.

Protestation des élus républicains municipaux et cantonaux

La Commission exécutive de l'Association des Elus Républicains municipaux et cantonaux du Var, réunie le 27 octobre 1974 à Pierrefeu, élève la plus énergique protestation contre le projet de transfert de la préfecture de Draguignan à Toulon. Cette décision, prise sans

consultation préalable du Conseil général, de la municipalité de Draguignan, des élus municipaux du Var, tous concernés par ce problème, constitue un défi aux règles les plus élémentaires de la démocratie. Même une partie importante de la population toulonnaise lui est hostile.

Ce projet, s'il était mis à exécution, accentuerait, d'une part, le déséquilibre économique du département et provoquerait, d'autre part, un accroissement de charges pour les collectivités locales. Considérant cette mesure autoritaire et inopportune, la commission exécutive se déclara

re solidaire des protestations élevées par la majorité des élus du département. Elle demande, en conséquence, à M. le Président de la République l'annulation de la décision du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, transférant le siège de la préfecture de Draguignan à Toulon.